



Assemblée générale

Distr. générale
29 septembre 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 8 de l'ordre du jour

Débat général

Lettre datée du 24 septembre 2021, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente du Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies

Conformément aux instructions relatives à l'exercice du droit de réponse, le Royaume-Uni souhaite répondre à une déclaration faite par le représentant de l'Argentine.

Le 21 septembre, lors du débat général tenu au titre du point 8 de l'ordre du jour de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale, le représentant de l'Argentine a fait référence à la souveraineté britannique sur les Îles Falkland et les Îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud. Le Royaume-Uni tient à ce que la déclaration suivante soit consignée dans le compte-rendu officiel de la séance :

Le Royaume-Uni ne doute ni de sa souveraineté sur les Îles Falkland et sur les Îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et les zones maritimes environnantes, ni du principe de l'autodétermination et du droit des Falklandais à disposer d'eux-mêmes, tels que consacrés par la Charte des Nations Unies et par l'article premier des deux Pactes internationaux relatifs aux droits humains, en vertu desquels ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel.

Ainsi, il ne peut y avoir de dialogue sur la souveraineté des Îles Falkland que si leur population le souhaite. Le référendum de 2013, lors duquel 99,8 % des votants ont exprimé le souhait de voir les îles conserver leur statut de territoire du Royaume-Uni, a montré sans équivoque que la population ne voulait pas d'un débat sur la souveraineté. L'Argentine devrait respecter ce souhait.

Il a été fait référence à certaines résolutions, mais aucune ne modifie ou ne dilue l'obligation des nations de respecter le principe juridiquement contraignant de l'autodétermination. Le Gouvernement britannique attache une grande importance au principe d'autodétermination et au droit à l'autodétermination, énoncés au paragraphe 2 de l'Article premier de la Charte des Nations Unies et à l'article premier du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.



En tant que tel, le Royaume-Uni reste déterminé à défendre le droit des Falklandais à décider de leur propre avenir politique, social et économique. Il soutient donc sans équivoque leur droit à exploiter leurs ressources naturelles dans leur propre intérêt économique.

Les forces britanniques déployées dans l'Atlantique Sud ont une fonction purement défensive et leur nombre correspond aux effectifs requis pour garantir la protection des Îles Falkland contre toute menace potentielle.

Le Royaume-Uni entretient avec les Îles Falkland, comme avec tous ses territoires d'outre-mer, une relation moderne, fondée sur le partenariat, sur des valeurs communes et sur le droit du peuple de chaque territoire de décider de son avenir.

Le Royaume-Uni souhaite entretenir des relations fructueuses et amicales avec l'Argentine et regrette que cette dernière choisisse de se concentrer sur des points de désaccord. Nous restons attachés aux divers domaines dans lesquels il nous est possible d'œuvrer de concert, tels que la santé et les droits humains.

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 8 de l'ordre du jour.

(Signé) Barbara **Woodward**
